

RECONSTRUISSONS LE PARTI DE CLASSE !

PRIORITÉ AU RASSEMBLEMENT DANS LES LUTTES



**37^{ème} congrès du Parti communiste français
Avril - Juin 2016**

***Proposition alternative de « base commune de discussion », proposée par 371
communistes de 30 fédérations.***

Cahiers communistes - vivelepcf.fr

Sommaire

I - Reconstruire un parti de classe : une nécessité historique. *Cela passe par le refus des primaires et par faire le bilan de la politique de liquidation menée ces dernières années par la direction du PCF*

II - Crise du capitalisme: lever quelques illusions réformistes. Rupture avec l'Union Européenne et l'euro

III - Propositions de luttes immédiates

IV - Retrouver notre engagement total contre l'impérialisme et pour la paix

V - Évaluer la crise de la démocratie bourgeoise

VI - Reconstruire le parti de classe, redevenir le parti de la classe ouvrière

VII - Redonner son nom à notre projet de société : le socialisme

Conclusion - Préparer le centenaire de 1917 et 1920

I - Reconstruire un parti de classe est une nécessité historique. Cela passe par le refus des primaires et par faire le bilan de la politique de liquidation menée ces dernières années par la direction du PCF

Rompre avec le réformisme mortifère, renouer avec des positions communistes

Ce texte se propose comme un outil d'action et de combat. A l'occasion du 37^{ème} congrès du PCF, nous voulons permettre au plus grand nombre de communistes d'exprimer, en direction des adhérents du Parti mais aussi des travailleurs qui y sont attentifs, leur choix de rupture avec la ligne de liquidation réformiste de l'organisation et des positions communistes que poursuit l'équipe dirigeante depuis plus de 20 ans. La caricature des « primaires de la gauche », après l'approbation de l'état d'urgence, en est le dernier avatar.

Nous voulons surtout montrer que, partout en France, des organisations locales du PCF font vivre et renforcent le Parti sur des bases de lutte de classe, recherchent l'union dans cette voie, dans la réponse aux aspirations et à la colère du monde du travail, qu'elles ont entamé la réappropriation du PCF par ceux qui ont le plus besoin du parti révolutionnaire historique de la classe ouvrière en France, qu'elles travaillent à sa reconstruction.

Un texte de base commune et un congrès mal engagés

La préparation de ce congrès est une caricature. Le Conseil national avait initialement décidé d'un calendrier intelligent : il a été abandonné. Une convention nationale sur le projet devait se tenir au printemps 2016, le congrès à l'automne, réglant en temps et en heure, la question de l'élection présidentielle. Mais voilà que la haute direction a choisi de bousculer la donne, de précipiter l'organisation du congrès et de la plomber avec la présidentielle et le processus des primaires. La « base commune » de la direction est un texte hors du temps, abscons, évacuant à la fois tout bilan critique des trois dernières années de direction du PCF que les points saillants de la situation actuelle. Comme au 36^{ème} congrès, les camarades vont disposer d'à peine une semaine pour prendre connaissance d'un pavé, long comme un roman de Tolstoï, regroupant ce texte, les éventuels textes alternatifs, les textes d'accompagnement de la direction. Ce constat et l'expérience nous amènent, initiateurs de ce texte

alternatif, à cibler quelques points de plus grande actualité et à renvoyer à des écrits antérieurs (dont les textes alternatifs des 4 derniers congrès) certaines analyses de fond.

Sortir de l'impasse des primaires

En préalable du congrès, nous demandons le retrait du PCF du processus des primaires pour les présidentielles 2016.

Nous rappelons que la décision structurante d'intégrer le Parti a été prise unilatéralement par Pierre Laurent et quelques dirigeants, sans aval du Conseil national, encore moins de consultation des communistes. Dès lors que le PCF rentre dans les primaires, une stratégie et un contenu politiques lui sont imposés par ce cadre ainsi que son insertion dans une recomposition politique dite de « gauche », en fait la constitution d'une deuxième social-démocratie de substitution. **Le congrès du PCF dans ces conditions n'est plus que décoratif et destiné à anesthésier les communistes. Nous ne l'acceptons pas. Nous avons trois raisons de récuser totalement les « primaires » à l'américaine.**

Premièrement, c'est la caricature absolue, antidémocratique, de tout ce que nous dénonçons dans la présidentialisation du régime, la personnification, les grenouillages politiques et opportunistes.

Deuxièmement, communistes, **nous ne pouvons pas accepter la focalisation de la vie politique sur la présidentielle.** Nous avons dénoncé le piège du quinquennat (même si la direction du PCF a appelé à l'abstention au référendum de 2000) qui fait coïncider les présidentielles et les législatives et subordonnent ces dernières aux premières. Ne rentrons pas dedans maintenant, encore moins après les expériences et les désillusions de 2007 et de 2012 !

Pour nous, quitte à aller à contre-courant, **ce n'est pas la présidentielle qui doit structurer notre perspective politique, mais au contraire, notre ligne politique qui doit conditionner notre participation à la présidentielle. Nous demandons que le 37^{ème} congrès renvoie**

l'essentiel du débat et la décision sur la candidature éventuelle à une convention nationale du PCF à la fin de l'année.

De son côté, J.L. Mélenchon rejette officiellement les primaires, mais c'est pour s'inscrire dans une même logique présidentielle tout à fait parallèle. Il ramasse des soutiens de personnalités diverses plus ou moins intéressées par cette locomotive, dont certains du PS ou du PCF, sur son objectif « JLM2017 ». Il pousse à l'outrance sa dérive personnelle, populiste, bonapartiste, teintée de chauvinisme, dénigrant la forme parti et niant la lutte des classes (la révolution par les urnes par le vote pour lui-même). Les travailleurs n'ont rien à faire de ces hommes ou femmes providentiels, même de plus présentables. L'expérience JLM 2012 parle d'elle-même. **Le bon score électoral - presque 4 millions de voix - n'a contribué aucunement à préparer la résistance, encore moins organisée, à la poursuite de la politique du capital par Hollande.** Au contraire, dès le soir du 1^{er} tour, Mélenchon révélait son rôle de force d'appoint de sa maison-mère social-démocrate en se désistant sans condition sur Hollande. Le Front de gauche s'est confirmé être ce que nous dénonçons dès le départ : un attelage politicien entre les ambitions de Mélenchon et la recherche par la direction du PCF d'une nouvelle formule pour poursuivre le processus de mutation réformiste en échec après l'épisode des « collectifs antilibéraux » de 2006/2007. **Depuis 2012, le FdG n'est que crises, conflits politiques incessants, avec maints coups bas, surtout pour des places aux élections, discrimination et dénigrement du PCF.** Avant 2012, il y a eu un élan réel, vite désillusionné. Nous ne pensons pas que conserver le logo « front de gauche » accolé à « PCF » aidera à le faire revivre sur une meilleure perspective. **Pour nous, le 37^{ème} congrès doit acter l'échec de la stratégie du Front de gauche, imposée aux communistes en 2008, en marge du 34^{ème} congrès.**

Troisièmement, **notre opposition aux primaires s'appuie sur notre refus de la fausse alternative et la recomposition politiques qu'elles impliquent.** Pour leurs partisans, dont les dirigeants du PCF, la condition du changement passe par l'arrivée au 2nd tour en 2017, malgré le FN, d'un candidat de « gauche ». Admettons que Macron, Valls et même Hollande soient exclus du casting, les partenaires éventuels principaux du PCF restent alors les « frondeurs » du PS et EELV, sinon des personnalités, ni gauche, ni droite, comme Nicolas

Hulot... Les « frondeurs » ont le programme Hollande 2012 comme référence. Ils ont approuvé quasiment tous les pires mauvais coups du gouvernement. Montebourg, que courtise maintenant Mélenchon, a été le ministre de la liquidation d'Arcelor-Florange et du démantèlement d'Alstom... EELV, groupement de politiciens, sans base sociale et théorique, voit ses dirigeants opportunistes valser, à tour de rôle, des postes gouvernementaux aux « tribunes contestatrices ». Aucun programme, aucun positionnement dans les luttes, réellement anticapitalistes, n'est compatible avec cet ensemble. Le comble est atteint lorsque l'on rappelle que Daniel Cohn-Bendit est à l'origine du premier appel aux primaires en janvier, cet anticommuniste, ultra-libéral et pro-européen viscéral...

Il est clair que Macron, Valls et Hollande sont allés trop loin dans la collaboration avec le capital pour pouvoir canaliser « à gauche », comme en 2012, le mouvement social. Le système met en scène une social-démocratie de recours, sinon réellement pour les présidentielles, du moins pour l'après 2017 lorsque la droite aura - probablement - réinvesti Élysée et Palais Bourbon. Dans le même but : canaliser la colère populaire à « gauche ». La préparation de primaires improbables sert à des politiciens de « gauche » à se placer dans cette perspective.

Que les primaires aient lieu finalement ou non, le 37^e congrès du PCF doit dégager totalement notre parti de cette recomposition politicienne. Nouvelle tromperie du peuple, elle porte aussi la disparition pure et simple de notre parti.

Dire stop aux combinaisons politiques qui accélèrent notre effacement

En 2015, aux élections départementales puis aux régionales, la direction du PCF a tenté d'imposer un rapprochement national avec EELV. Nous considérons, pour les raisons déjà mentionnées, qu'il est contre-nature. EELV ne représente même rien de comparable socialement au PS, tout en étant aussi favorable à l'UE du capital. Dans les régions, les politiciens d'EELV ont été les plus ardents défenseurs de la loi « NOTRE » établissant les nouvelles eurorégions, ou de la régionalisation des opérateurs de transports. **Les efforts de communistes dans certaines régions pour préparer sérieusement les propositions pour la campagne ont été court-circuités par cette stratégie d'alliances** qu'elle ait abouti ou non. Avec EELV, la direction du PCF restait aussi compromise dans la cogestion avec le PS.

La nouvelle région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées est le laboratoire de cette recomposition. La direction nationale du PCF a poussé, laissant les adhérents dans la méconnaissance des enjeux, à une alliance électorale derrière EELV, précisément derrière Gérard Onesta, corédacteur avec Giscard du projet de constitution européenne 2005. Aujourd'hui, à quelques exceptions, les élus PCF siègent dans un groupe unique « Nouveau monde » avec EELV, dirigé par Onesta. Cette situation est grave et injustifiable. **Pour nous, le 37^{ème} congrès doit demander aux fédérations du PCF et aux élus concernés de constituer un groupe communiste dans la région LRMP.**

La nocivité de la stratégie reprise par les primaires se mesure dans la bataille actuelle, majeure, contre la casse du code du travail et le projet de loi El-Khomri. Le gouvernement, de toute évidence, veut faire un coup double politique. D'une part, il pousse le démantèlement du statut du travail, après l'ANI de 2013 et la loi Rebsamen. Il aura été aussi loin que possible, quitte à faire semblant de reculer sur un point ou un autre. Le terrain sera préparé pour le gouvernement qui lui succédera en 2017 pour une remise en cause équivalente à ce que les travailleurs allemands, italiens ou espagnols ont déjà subi. D'autre part, avant 2017, se sachant disqualifié à « gauche », le pouvoir offre une bataille inaugurale pour légitimer une nouvelle « gauche » réformiste de rechange apte à canaliser la colère sociale (à gauche) d'ici les échéances électorales. Cette analyse n'est pas difficile tant les réactions opportunistes de Martine Aubry, des « frondeurs », des plants de la pépinière de cadres du PS qu'est l'UNEF, sans même parler de celle de la CFDT, sont téléphonées. **Mais voilà, la mobilisation des salariés est plus forte que prévue, comme nous, communistes, pouvons l'imaginer** après notamment l'appel de la CGT du 9 avril. Elle dépasse largement les mouvements de jeunesse, qui en sont une part bienvenue. A quoi d'autre devraient tendre l'expression et l'action du Parti dans la lutte sinon à déborder les organisations réformistes, à étendre le mouvement en mettant en avant les convergences flagrantes avec les luttes des cheminots contre la deuxième phase, antisociale, de la « réforme ferroviaire », ou avec celle des fonctionnaires, à gagner le retrait du projet de loi et la remise en cause l'ensemble de la politique gouvernementale depuis 2012 ? Au plan national du PCF, pratiquement rien de cela ! Non, des discours du secrétaire national, des tracts renvoyant l'alternative à 2017, instrumentalisant ouvertement le mouvement pour

construire des alliances de type primaires d'ici là (Pierre évoquant à la télévision EELV et Montebourg notamment !). Heureusement que **de nombreux communistes, dans leurs entreprises et leurs sections locales, en militants révolutionnaires, ont le bon sens des priorités.**

Abandonner toute collusion avec la gauche qui a trahi

Une question centrale doit être posée au 37^{ème} congrès : « la ligne suivie par la direction du PCF a-t-elle permis de combattre efficacement la politique au service du capital aggravée par la « gauche » depuis 2012 ? ». Clairement, nous répondons non.

Le bilan de 4 ans de Hollande/Ayrault/Valls est très lourd pour les travailleurs et le pays. On risque de s'en rendre pleinement compte plus tard quand éclatera la nouvelle phase de la crise du capital, avec par exemple, l'éclatement des bulles spéculatives, boursières et immobilières, gonflées par la politique de la BCE. La France a du retard en Europe sur la politique de casse sociale mais **la « gauche » au pouvoir depuis 2012 est coupable déjà d'avoir accompli le plus gros transfert d'argent du travail, du salaire socialisé vers le profit capitaliste.** Le « Pacte de responsabilité » avec le CICE, à lui seul, représentent 41 milliards d'euros par an. C'est 60 fois plus que le « bouclier fiscal » de Sarkozy. Pour... 60.000 créations d'emplois revendiquées ! Loi Macron, « transition énergétique », ANI, loi Touraine etc. la somme des contre-réformes structurantes est accablante et à sens unique en faveur de la finance et du patronat. Le gouvernement de « gauche » prépare aussi l'avenir en renforçant, au nom de la lutte contre le « terrorisme », de façon inédite, l'arsenal répressif du pouvoir au service des possédants. Il a fait aussi le choix effrayant de favoriser la montée de l'extrême-droite en général et du FN en particulier.

Devant un bilan aussi accablant, l'image de Pierre Laurent, en décembre 2015, le poing levé, au meeting électoral régional de la « gauche » en Île-de-France, à côté du 3^{ème} personnage de l'État PS, Claude Bartolone et d'Emmanuelle Cosse future transfuge EELV au gouvernement détruit à elle seule des centaines d'heures de militantisme des militants communistes contre cette politique. Ce sommet fait suite à bien d'autres compromissions, dont l'alignement aux municipales 2014 à Paris, pour une poignée de bonnes places, des candidats du PCF

derrière le symbole du social-libéralisme petit-bourgeois, Anne Hidalgo, héritière de Bertrand Delanoë. Cette dernière vient de faire voter un vœu criminalisant la solidarité avec le peuple palestinien.

Autant dire qu'une candidature Pierre Laurent aux présidentielles de 2017, comme les journalistes l'avancent sans être contredits, un pied dans la « gauche » Bartolone, un pied dans la gauche « primaires », ne peut que nous conduire à la mort, plus assurément encore qu'en 2007. **Mais il n'est pas question pour nous de laisser mourir notre parti.**

Ni Parti Socialiste, ni Front de gauche : communistes !

Concernant Hollande, le ver est dans le fruit depuis le début et y reste. Quel communiste, en toute connaissance de cause, a pu croire à une rupture politique en 2012 avec son élection ? Ses quelques déclamations vagues contre l'argent-roi n'ont engagé que ceux qui y ont cru. Sa plaquette de propositions avançait très peu de points concrets. Son adhésion totale à l'UE du capital, jusqu'à faire campagne côte-à-côte avec Sarkozy pour la constitution Giscard de 2005 était connue. On ne peut pas parler de « trahison » sous peine de passer pour naïf. Ceux qui ont semé des illusions le font payer très cher à notre Parti, encore davantage en s'alignant électoralement avec le PS

A ce stade historique, considérant l'histoire de la gauche en France, nous estimons que **le 37^{ème} congrès du PCF peut et doit affirmer le refus, dans les grandes collectivités, d'une collaboration dans les exécutifs à direction social-démocrates**, le refus d'une fusion automatique avec les listes PS, le principe de désistement ou d'accord aux législatives et aux sénatoriales uniquement sur une base de rapport de force et sur une base technique. Sans, au minimum, ce niveau de clarté électorale, le PCF continuera à être confondu avec la gauche qui trahit.

Nous rappelons que le bilan des dernières années, en termes d'élus communistes, du Front de gauche comme des accords avec le PS est désastreux : entre un et deux tiers de pertes, avec toutes les conséquences que nous savons sur les organisations du Parti.

Nous affirmons la priorité à l'action et au rassemblement dans les luttes. Nous constatons que ce n'est pas le choix qui a été fait depuis des

années. Il ne s'agit pas pour nous de nous poser en donneurs de leçons, d'autant que nous avons fait le maximum pour être conséquents dans les luttes qui nous concernaient, mais de souligner la gravité du contre-sens (pour les communistes) de la stratégie de la direction du Parti.

Être au rendez-vous des luttes avec des perspectives politiques

Nous avons évoqué la bataille présente contre le projet El-Khomri. Remontons un peu en arrière sur des luttes que la direction du PCF n'a pas ou a mal suivies.

+ En 2009, la volonté de défendre les services publics et La Poste en particulier s'est exprimée massivement. La « gauche » et ses satellites ont organisé une « votation » qui a recueilli plus de 2 millions de voix. Mais cette force s'est trouvée dévoyée vers la perspective électorale de 2012. Et la votation évitait un point principal : le rejet nécessaire de l'application de la directive européenne de mise en concurrence générale du courrier. La direction du PCF s'est coulée dans le moule unitaire, stérile. Depuis, des dizaines de milliers d'emplois ont été supprimés à la Poste, le prix du timbre a explosé, le service s'est dégradé (de 86% à 11% de J+1). Mais des dizaines de luttes résolues de postiers se développent chaque mois dans tout le pays contre les « restructurations ». **Nous proposons que le PCF impulse une véritable nationalisation de la bataille de La Poste (en lien avec notre rejet de la réforme territoriale), en remettant en avant le refus des directives européennes.**

+ Dès son arrivée en 2012, Hollande a validé le plan de liquidation des usines PSA en France, l'enterrement de la sidérurgie de Florange. Puis Montebourg a démantelé Alstom. Mais le PCF nationalement (et aucune force politique) n'a pas mis en avant la nécessité et les possibilités effectives, liées au rapport de force, de la nationalisation.

+ En juin 2014, les cheminots ont mené un mouvement de grande ampleur pour défendre une entreprise nationale centrale, des acquis sociaux importants pour tout le monde du travail. Leur mobilisation a déjoué le plan du gouvernement qui attendait une réaction résignée de complaisance. Elle préserve le développement et les convergences des luttes dans tout le secteur des transports. Il est nécessaire aujourd'hui de rappeler les positions de repli du porte-parole parlementaire du Front de gauche (PCF) qui s'est abstenu sur la dissolution de la SNCF de 1937 avant d'appeler à la fin de la grève. **Les députés PS « frondeurs » ont voté comme**

un seul homme contre les cheminots et les usagers. Il est impensable de continuer à s'aligner sur eux !

+ En 2010, par millions, les salariés sont descendus dans la rue pour défendre la sécurité sociale et la retraite à 60 ans, des semaines durant. Englués dans le Front de gauche, le Parti n'a pas aidé à préciser les revendications - retrait de la loi Woerth -, a contribué à renvoyer l'issue vers les élections de

2012. Auparavant, la faiblesse du soutien à la lutte contre la casse des régimes spéciaux en 2007, a participé de l'échec de 2010. Ce rapport de force pour la sécurité sociale ne s'est pas évaporé.

Mais sur ce sujet, comme sur les autres, une clarification de nos positions théoriques est indispensable, même si (d'autant plus si !) elle nous met en contradiction avec les organisations réformistes.

II - Crise du capitalisme: lever quelques illusions réformistes

De « crise » en « crise » : la crise générale du capitalisme

A l'automne 2008 éclatait la « crise financière ». Elle suivait la « crise des « subprimes ». Les économies des principales puissances capitalistes (États-Unis, Europe, Japon...) ont connu en 2009 une récession d'une gravité souvent inédite depuis 1945. Ce mouvement de repli continue depuis 2010. On parle maintenant de la « crise des dettes publiques ». Nos économistes s'attendent à une nouvelle crise après 2017 avec l'explosion des bulles spéculatives, notamment immobilières, gonflées par la politique d'injection massive d'argent dans l'économie par la BCE.

La succession rapprochée de ces crises, leur intensité donnent lieu à différentes interprétations. Pour nous, elles ne résultent pas d'un excès du capitalisme, du « néolibéralisme », mais de la manifestation de la crise générale du capitalisme.

La financiarisation du capitalisme ne date pas d'aujourd'hui. Elle a été précisément analysée déjà par Lénine en 1916 dans « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ». La faculté du capitalisme à impulser et instrumentaliser à son profit de nouvelles techniques et technologies est inhérente à son essence.

Un facteur peut expliquer l'intensification de la crise générale du capitalisme : l'affaiblissement, puis la disparition du contrepoids que représentait, dans le rapport de classe mondial, l'existence de l'URSS et des pays socialistes d'Europe de l'est. Notamment en Europe de l'ouest, la période du « compromis social » est révolue. Depuis 40 ans en France, la tendance à la paupérisation de la classe ouvrière, théorisée par Maurice Thorez, se confirme au grand dam des réformistes d'hier et d'aujourd'hui.

La disparition du « camp socialiste » a entraîné également une nouvelle étape de la mondialisation du capitalisme. Elle s'est caractérisée par une extension géographique du système, par une lutte encore plus exacerbée entre puissances capitalistes et multinationales pour le contrôle des richesses naturelles et des marchés.

Des économies dites « émergentes » ne semblent plus échapper à la crise du capitalisme, que ce soit le Brésil ou même la Chine.

L'analyse marxiste fondamentale se vérifie : La réalité du capitalisme, c'est la recherche du profit maximal confrontée à la baisse tendancielle du taux de profit. Ce qui est décrit comme la financiarisation de l'économie, l'explosion de la dette privée, notamment dans les pays anglo-saxons, puis de la dette publique est autant une manifestation de la crise qu'un instrument pour renforcer l'exploitation du travail. Le système a besoin, plus que jamais, de détruire du capital pour renforcer son taux de profit.

La crise est inhérente au système. Le capitalisme sait utiliser sa propre crise pour renforcer sa domination en l'absence d'un mouvement révolutionnaire suffisamment fort.

On assiste ainsi à un affrontement terrible entre le capital et le travail, à l'échelle planétaire, les uns pour maintenir et accroître leur taux de profit, les autres pour s'assurer des conditions d'existence décentes. Les gouvernements au service du capital entreprennent d'accélérer et d'aggraver brutalement, à la faveur de la crise, toutes leurs politiques antisociales qui sont pourtant à l'origine de cette dernière. Les mêmes recettes s'appliquent dans tous les pays, notamment d'Europe, où tous les acquis sociaux et démocratiques des peuples sont attaqués. Le risque de guerre s'aggrave.

Ces fondamentaux de notre théorie marxiste de la crise nous font réfuter certains raisonnements réformistes actuellement mis en avant, même à « gauche ». Il y a quelques années, la dénonciation par Sarkozy des « excès du capitalisme » et son invitation à « le moraliser » avaient amusé et scandalisé. Aujourd'hui est diffusée à « gauche » la thèse qu'il faudrait « baisser le coût du capital plutôt que le coût du travail ». L'expression semble opposer capital et travail, alors qu'au contraire elle légitime le système lui-même dans une formule trompeuse. Dans les deux expressions, la notion de coût suppose que l'on se mette dans la situation du patron, du capitaliste. Un taux de profit de 10% serait excessif, un taux de 5% légitime. Nous mesurons le danger de ces théories qui légitiment l'exploitation capitaliste et s'opposent aux revendications des travailleurs. Par ailleurs, nous savons que la captation du profit par les capitalistes s'effectue de plusieurs façons. La hausse constatée des dividendes servis aux actionnaires (à corriger statistiquement pas les dividendes servis aux maisons-mères) est totalement à dénoncer, mais

elle coïncide avec des taux d'intérêt très bas. Notre seul combat doit être contre l'exploitation capitaliste.

De même, nous savons depuis Marx que le chômage est inhérent au système capitaliste qui a besoin « de l'armée de réserve » des chômeurs pour renforcer l'exploitation des actifs. Nous ne pouvons concevoir de lutte contre le chômage hors d'une lutte contre le capital. Nous luttons pour le renforcement de l'assurance chômage, de la formation professionnelle, financées par la cotisation patronale, pour des moyens nouveaux de Pôle emploi. Nous nous battons aussi pour la baisse du temps de travail (la semaine de travail à temps plein est remontée à 39,4 heures) et le rétablissement de la retraite pleine à 60 ans avec 37,5 annuités, revendication de progrès et de justice sociale, amenant une baisse du chômage. Mais nous rejetons toute prise en charge par la collectivité - les travailleurs - de la précarité, de la flexibilité, d'une partie des salaires dus par l'exploiteur destinée à camoufler statistiquement le chômage tout en continuant à peser sur les salaires et les conditions de travail. Notre principal axe de lutte contre le chômage restant la défense de l'appareil productif, du salaire et du salaire socialisé, de la réponse aux besoins.

Face au réformisme, une autre clarification s'impose : la levée du mythe d'une possible transformation de l'UE du capital en « Europe sociale ».

UE du capital/euro : la question, c'est comment s'en sortir !

L'UE est une machine à broyer les acquis sociaux et démocratiques nationaux. Ce constat est de plus en plus partagé. Les reculs sociaux dans chaque pays s'inscrivent dans le droit fil du Traité européen de Lisbonne. **Au nom de la « concurrence libre et non faussée », de la recherche de « compétitivité », l'UE sert de prétexte et d'instrument aux gouvernements nationaux en vue d'augmenter le profit capitaliste**, par le renforcement de l'exploitation des travailleurs et par l'extension du marché capitaliste à tous les domaines qui lui échappent, services publics, protection sociale.

L'UE dévoile encore plus clairement sa raison d'être, qui remonte au Traité de Rome, en faveur de la finance et des trusts. Avec le FMI et les gouvernements nationaux, elle est à la barre pour imposer les plans de recul social aux pays, similaires aux plans d'ajustements structurels qu'impose le FMI. L'exemple grec est éloquent.

Profitant de la crise, l'UE tente un pas de plus dans la remise en cause des démocraties nationales. **La**

Commission européenne prétend maintenant placer les budgets nationaux directement sous sa tutelle pour imposer le carcan de Maastricht.

Les effets de l'euro, pour lequel devraient être consentis toutes les régressions sociales, apparaissent de façon flagrante. Ce que nous dénoncions dans les années 90, dans nos campagnes contre le traité de Maastricht, celui d'Amsterdam et la monnaie unique, se réalise exactement.

L'euro est conçu dans l'intérêt de la finance européenne. L'euro fort l'aide à spéculer, à délocaliser. Au sein de sa zone, l'euro accentue la mise en concurrence des économies et des travailleurs. Il écrase les activités économiques en développement, notamment dans les pays périphériques, mais favorise les groupes capitalistes les plus forts, notamment en Allemagne (mais pas les travailleurs allemands). Là encore, l'exemple grec illustre combien l'euro place les peuples sous la dépendance du capitalisme européen.

Comme nous mettions notre pays en garde, l'euro, loin d'unir les peuples, les dresse les uns contre les autres et attise le nationalisme. Les campagnes de dénigrement, de haine, reprenant tous les clichés xénophobes, auxquelles nous assistons, l'attestent.

Le mythe européen, celui de l'Europe « qui protège, qui unit », a de plus en plus de plomb dans l'aile, malgré les campagnes idéologiques incessantes, à tous les niveaux, pour forger un nationalisme européen. L'UE, ce n'est pas la paix : elle attise les guerres comme on le voit en Ukraine. Loin de s'émanciper de l'impérialisme américain, l'UE, coordination des impérialismes européens, est plus associée avec lui dans l'OTAN, peut-être demain dans le TAFTA.

Transformer l'opposition de classe à l'UE en positions de classe et de lutte pour rompre avec elle

Le rejet de l'UE unit de plus en plus fortement les peuples, après les victoires du NON aux référendums de 2005 en France et aux Pays-Bas. **Nous pouvons et nous devons le caractériser comme un rejet de classe du capitalisme européen que les peuples identifient, à juste titre, comme source de recul économique et social et de souffrance.**

Les tenants de l'UE du capital tentent de dévoyer cette réaction dans des partis nationalistes et des partis d'extrême-droite. Ceux-ci servent, d'une part, de forces d'appoint politiques aux capitalismes nationaux dans leur concurrence au sein de l'UE. Ils

servent surtout, d'autre part, à disqualifier l'opposition à l'UE du capital en l'associant à des positionnements xénophobes et racistes.

Communistes, il est de notre responsabilité, en France, de ne pas laisser faire, de ne pas laisser aux nationalistes le terrain de l'opposition à l'UE.

De son côté, le mouvement réformiste peine de plus en plus à convaincre que l'on pourrait « changer l'UE ». On voit comment s'est traduite la volonté de Hollande en 2012 de « réorienter la construction européenne ». Sous un affichage plus « radical », le nouveau dirigeant du parti travailliste britannique Corbyn ou le leader du parti espagnol Podemos Iglesias s'efforce de contenir le mouvement populaire contre l'austérité dans le cadre de l'acceptation de l'UE. Tsipras défendait aussi en Grèce l'illusion d'une UE réformable. Au pouvoir il a fait la démonstration qu'aucune alternative politique n'est possible dans le cadre de l'acceptation (la soumission) à l'Union européenne dont il applique la politique violemment antisociale (et anti-migrants).

Notre partir doit revenir à ses positions historiques de rupture avec l'Union européenne.

Aussi fermement qu'il s'est toujours battu pour le développement de coopérations mutuellement avantageuses entre les nations d'Europe (et d'ailleurs), devenu encore plus nécessaire, notre parti s'était opposé à l'Europe supranationale du capital, depuis le Traité de Rome, jusqu'à ceux de Maastricht en 1992 et d'Amsterdam en 1998, en passant par l'Acte unique de 1986. **Nos positions, fortement ancrées dans le Parti et le pays, ont alimenté l'action décisive des communistes dans le rejet par notre peuple en 2005 du projet de constitution européenne.**

Après 1997, la direction de notre parti a opéré un virage appelé alors « euroconstructif ». Le gouvernement de la gauche plurielle venait d'approuver le Traité d'Amsterdam et allait signer les conclusions du sommet de Barcelone. Ce revirement a amené la direction du PCF à abandonner la défense de la souveraineté nationale et à envisager une réforme de l'UE, allant dans le sens de « l'Europe sociale », indépendamment du droit de notre peuple à disposer de lui-même. L'adhésion au PGE, puis la collaboration avec la Confédération européenne des syndicats, CES (favorable au traité très libéral de Lisbonne), a accentué cette évolution.

La situation présente doit nous amener, avec encore plus d'urgence, à revenir sur ces orientations, sous peine d'être en porte-à-faux avec les aspirations de notre peuple et nos propres propositions.

L'UE souffre d'un déficit croissant de légitimité. C'est tant mieux ! Elle n'est pas réformable. Ce discrédit est un point d'appui pour mettre en échec les politiques menées en son nom dans l'intérêt du capital. En France, les traités, directives et règlements européens, par exemple ceux de marchandisation des services publics n'ont pas à s'appliquer, à servir de prétextes à la politique du pouvoir

La coopération entre les peuples ne se fera jamais dans le cadre de l'UE. L'UE, mais aussi la BCE et l'ensemble de ses institutions sont conçues pour imposer un niveau supranational où les trusts sont tout puissants mais sur lequel les peuples n'ont aucune prise. **Affirmons clairement que « l'Europe sociale », comme la « refonte démocratique et solidaire de l'Europe » sont des leures !** Comme la victoire du Non en France en 2005 ou la lutte héroïque des travailleurs grecs le montrent, les luttes de chaque peuple s'enrichissent des batailles nationales et de l'internationalisme, mais non de l'acceptation du cadre supranational du capital.

Aussi, nous proposons que le 37^{ème} congrès :

- Ouvre une réflexion sur les conditions d'une sortie de la France de l'UE

- Lance une campagne pour la sortie de la France de l'euro, synonyme, vu la position centrale et le poids de la France (à la différence du cas grec) de dissolution de cette monnaie et de la BCE

- Renforce sa campagne contre le TAFTA, dont les négociations laborieuses et secrètes illustrent les divergences entre les intérêts impérialistes américains et européens mais s'effectuent, de toute façon, sur le dos des peuples.

- Félicite les organisations progressistes néerlandaises pour leur campagne pour non au référendum du 6 avril sur la ratification de l'accord d'association UE-Ukraine et la relaie en France.

- Adresse un témoignage de soutien aux organisations progressistes, dont les partis communistes, de Grande-Bretagne et d'Irlande-du-Nord qui militent pour la sortie du Royaume-Uni de l'UE en vue du référendum du 23 juin.

Cesser de cautionner le PGE pro-européen et renouer avec les partis communistes en Europe et dans le Monde

L'adhésion du PCF s'est faite dans la précipitation et la confusion en 2001, avec l'avis de moins d'un quart des communistes français. Des partis communistes importants, comme le KKE et PCP (Portugal) ont exclu d'y adhérer. Le Parti communiste allemand (DKP) vient de décider en congrès de s'en retirer.

Les communistes français doivent disposer de tous les éléments. **Le PGE est un « parti européen », parrainé et financé par la Commission européenne.** Il a inscrit dans ses statuts sa fidélité à l'intégration européenne et à ses mythes fondateurs. Au Portugal, en Grèce et ailleurs, il soutient structurellement des organisations ouvertement opposées aux PC.

Son adhésion à la « construction » européenne est originelle. Elle s'est confirmée de façon flagrante et grave pour les progressistes européens. En Grèce, une de ses composantes, Syriza, est au pouvoir, relaie et applique les diktats antisociaux de l'UE et de la BCE. A côté de Tsipras, un autre dirigeant historique du PGE, l'Allemand Gregor Gysi, appelle, après les élections régionales qui ont vu la percée du parti nationaliste AfD, à des rapprochements avec ... la CDU de Mme Merkel.

Le PCF dispose d'un autre cadre, souple, d'échange avec des partis européens : le groupe au Parlement européen GUE-NGL.

Aussi, nous demandons que le 37^{ème} congrès remette en cause l'appartenance du PCF au PGE et organise une consultation des communistes sur cette question.

III - Propositions de luttes immédiates

Des axes de luttes immédiates

Notre parti a vocation à intervenir sur tous les sujets politiques pour construire, par ses propositions, ses actions dans les luttes, des rassemblements susceptibles de mettre en échec le pouvoir au service du capital. La « convention nationale du projet », annulée par la direction du PCF, aurait dû être la base de l'élaboration d'un programme général du Parti. Sa nécessité demeure.

Dans cette attente, le 37^{ème} congrès doit proposer quelques grandes campagnes rassembleuses, en lien avec les principales luttes imminentes, porteuses des positions de rupture nécessaire pour gagner et contribuer à leur convergence.

La bataille la plus immédiate est celle contre la casse du code du travail. Nous avons précisé plus haut le contenu de notre action communiste, pour déborder les récupérations politiques, pour gagner le retrait pur et simple du projet de loi El-Khomri et pour faire éclater les convergences d'intérêt manifestes avec la lutte des cheminots contre les dispositions antisociales de la « réforme » ferroviaire et celle des fonctionnaires contre les atteintes au statut général de la fonction publique. Cette bataille générale pour le statut du travail, défendant tous les acquis, est une réponse à la tentative du système d'étendre l'exploitation par l'auto-entrepreneuriat. Le congrès appelle à une réflexion approfondie sur ce phénomène et la riposte à lui apporter.

En 2015, pour la première fois, l'espérance de vie a diminué sans cause exceptionnelle. Parallèlement, le gouvernement se flatte d'un « déficit » moindre que prévu de l'assurance maladie. L'attaque contre notre système de santé, notamment contre l'hôpital public s'intensifie. La loi Touraine est venue compléter la loi Bachelot avec les « groupements hospitaliers de territoire », machines à broyer les hôpitaux, notamment de proximité, et les services. La réforme territoriale et les nouvelles grandes régions l'aggravent. La généralisation du tiers-payant ne s'effectuera finalement que pour la part Sécu : elle a servi d'écran de fumée. La désertification médicale (offre de soin de secteur 1) s'aggrave, même en secteur urbain. Les centres de santé, dont la défense et le développement sont une de nos priorités, sont menacés par leur déficit structurel de financement, aggravé par la loi Bachelot. Les objectifs de cette politique, continue malgré les

alternances, sont bien connus. Il s'agit d'un côté de développer le secteur privé lucratif, en particulier pour les longs et moyens séjours, de l'autre de détourner le financement de la sécurité sociale vers le profit. Nous faisons une priorité de l'unification des multiples luttes locales pour la défense des hôpitaux, de leurs moyens humains et matériels. Au cœur de nos propositions, se trouve le rétablissement et le développement du financement solidaire de la Sécurité sociale par la cotisation sociale. A la logique « baisse des cotisations sociales au profit du patronat - fabrication d'un déficit - destruction de l'offre de soin pour le combler », nous opposons « évaluation des besoins de santé - développement de l'offre - mise à niveau des cotisations sociales correspondante ».

Une nouvelle bataille fondamentale pour la défense du financement de la Sécu (toutes branches confondues, retraites, famille, maladie, AT-MP) s'annonce pour 2017. Le Pacte de responsabilité avec le CICE que Hollande va transformer en nouvelles exonérations définitives de cotisations patronales va à nouveau plomber les comptes et creuser les déficits d'autant plus que la politique d'austérité diminuera encore les compensations du budget de l'Etat. D'autres contre-réformes structurelles sont programmées en complément dont la retenue à la source de l'impôt et la fusion CSG-impôt sur le revenu. Notre campagne ne peut pas s'appuyer sur certaines propositions erronées. La « modulation des cotisations sociales » en fonction de la politique d'emploi des entreprises est une fausse bonne idée qui légitime les exonérations, la pédagogie de la « baisse du coût du travail ». La taxation des revenus financiers des entreprises serait une très bonne chose mais non pour la Sécu dont le financement ne peut pas reposer sur les aléas de la finance comme les fonds de pension. Notre bataille doit essentiellement exiger la fin des exonérations de cotisations sociales patronales qui représentent au total 41 milliards d'euros par an, soit plus de quatre fois le « déficit ».

Education et enseignement supérieur. Sur ce sujet, une Commission du Parti a actualisé nos positions constantes. Nous proposons que le congrès appelle à mieux les diffuser. La création de 60.000 postes pendant le quinquennat, censés compenser (en fait insuffisamment) les suppressions sous Sarkozy était l'une des seules promesses concrètes du candidat Hollande. Alors qu'il ne lui reste plus qu'une rentrée, Hollande n'est même pas à la moitié de

l'objectif. Avant 2017, pour des postes, des postes de remplaçants, contre les fermetures de classe, notre bataille politique saura reprendre cet engagement. Après la contre-réforme Darcos du lycée, les « rythmes scolaires » de Peillon, maintenant la contre-réforme du collège de Vallaud-Belkacem, visent, sous différents affichages, à réduire l'offre en quantité et qualité l'offre publique d'enseignement, à attaquer l'unicité de l'éducation nationale et son principe d'égalité, à favoriser le secteur privé et l'intrusion d'acteurs privés et de la logique marchande dans l'école publique. Nous réaffirmons notre implication dans la bataille contre ces « lois », actuellement contre la « réforme » du collège. Nous faisons du rétablissement d'une carte scolaire, à tous les niveaux, redéfinie pour plus d'égalité, une priorité. Nous demandons plus que jamais la fin des subventions à l'école privée, la suppression immédiate des aides extra-légales que lui accordent les collectivités, l'obligation de scolarisation dans le public ou dans le privé sous contrat.

Logement : financer et construire 250.000 logements réellement sociaux par an pendant 5 ans.

Le système et la politique des gouvernements successifs s'efforcent de faire du logement, besoin élémentaire, une marchandise toujours plus rare et plus chère. Le mal-logement frappe 3,8 millions de personnes. Le taux d'effort des ménages, pour des logements dont la qualité de s'améliore plus, ne cesse d'augmenter, dépassant 20% en moyenne du revenu (énergie et eau comprises), encore davantage avec le poids croissant des impôts locaux. Il dépasse 40% pour les revenus les plus modestes, dont les jeunes et les étudiants. Le budget des accédants et des « petits » propriétaires est aussi lourdement grevé pour une propriété de plus en plus précaire. Le taux d'effort dans le parc social tend également à monter, même si les aides sociales le répartissent sur l'ensemble de la collectivité. Le taux planché de logements « sociaux » (incluant en réalité des loyers « intermédiaires ») mis en place dans les villes depuis la loi SRU ont peu modifié cette situation de pénurie. Les effets de la loi Boutin de 2008, abaissant les plafonds de revenus pour l'accès au logement social et généralisant les surloyers, se font sentir et renforcent la ségrégation sociale et spatiale, aux conséquences néfastes multiples. Pour répondre aux besoins, « détendre le marché », nous faisons de la construction de logements réellement sociaux notre objectif prioritaire : 250.000 constructions (nettes des démolitions) par an pendant 5 ans. Nous militons pour une forte augmentation de l'aide à la pierre, la centralisation intégrale de l'épargne du livret A à la

Caisse des dépôts et consignations et son affectation entière au logement sociale, le rétablissement du montant et des objectifs (logement des salariés) du « 1% logement ». Nous demandons la création d'un service public national du logement au service d'offices HLM publics autonomes (et non de SA).

Pour nous, l'écologie est une préoccupation essentielle mais qui ne saurait être dissociée de nos luttes contre le capitalisme.

Ce système, dans sa recherche de profit maximum à court terme, tend à être indifférent à la détérioration du cadre de vie, de la santé des travailleurs et des populations, à gaspiller les ressources, à menacer, dangereusement pour l'humanité, des équilibres écologiques, du local au planétaire. L'idéologie dominante utilise aujourd'hui les propres menaces que le capitalisme fait peser sur l'environnement pour développer de nouveaux marchés à son profit : marché des droits à polluer, « capitalisme » vert. Au nom de l'énergie renouvelable, des taxes nouvelles sont, par exemple, prélevées sur les factures des consommateurs. Le risque « écologique » sert de prétexte à la fermeture d'usine pour mieux les délocaliser, tandis que la recherche de compétitivité justifie l'abaissement, la « simplification » des règles de sécurité etc. Le réchauffement climatique constaté dans les dernières décennies du 20^{ème} siècle pose des inquiétudes légitimes. Ses causes font l'objet de recherche. Mais au-delà de cela, la « COP 21 » a été le symbole de l'instrumentalisation par le capital des préoccupations écologiques. Indifférentes, par exemple, à la faim dans le monde, les grandes puissances impérialistes enrôlent les opinions publiques dans cette nouvelle croisade morale. On invite les populations à accepter une restriction de la réponse à leur besoin au nom de cette cause, notamment dans les pays les moins développés. L'aide au développement est détournée vers le capitalisme « vert », tandis que le pillage des ressources énergétiques des pays les plus pauvres continue. Les puissances impérialistes, les lobbys représentant les différentes industries énergétiques s'affrontent dans ce cadre idéologique imposé par les impérialismes occidentaux. Parce que nous sommes communistes, nous sommes des écologistes conséquents. Nous replaçons les conséquences et les causes dans l'ordre et croyons à la science et au progrès.

L'agriculture française connaît une crise structurelle profonde. La situation est grave.

Un tiers des exploitations sont menacées. La balance commerciale agricole du pays, hors vins et spiritueux, est passée dans le rouge. Le système, avec l'UE,

passé à une nouvelle étape de la liquidation de l'agriculture paysanne. La PAC ancienne manière a organisé et accompagné la mise à mort des petites et moyennes exploitations, la concurrence dans le marché commun européen. La future PAC prépare, avec l'OMC, l'insertion totale dans le marché spéculatif mondial de l'alimentation. La fin des quotas sucriers l'an prochain en est une étape, par exemple. La disparition de quantité de productions en France, même des plus traditionnelles, est programmée. Les luttes paysannes, notamment des éleveurs, sont déterminées et cherchent une réponse politique que les tenants de l'agriculture industrialisée ne peuvent leur apporter. Communistes, nous défendons une agriculture paysanne répondant, en qualité et quantité, aux besoins de la population du pays, dans toutes les productions possibles, ouverte à des échanges équitables avec d'autres pays, moins avantagés par la nature notamment. Cela passe, non par des « aides » accompagnant la fin, mais par des prix rémunérateurs et donc par une régulation publique des marchés. Cela passe aussi par des financements nouveaux, prêts avantageux à très long terme, aux exploitations, par une relance publique d'un mouvement coopératif digne de ce nom. La proposition de nationalisation de la grande distribution rentre dans cette perspective. La rupture avec le « libre échange », la concurrence déloyale et le dumping social imposés par l'UE et l'OMC est une nécessité encore plus forte dans le secteur de l'alimentation humaine.

La défense et le développement des services publics, la lutte contre les privatisations. La question de la défense des services publics est décisive pour construire l'alternative politique tout de suite. Ils tiennent en effet une place structurante dans l'organisation et l'économie du pays. Ils constituent une référence sociale pour l'ensemble des salariés. La capacité de mobilisation et d'entraînement des salariés du secteur public est un atout déterminant pour l'ensemble du mouvement social.

Le démantèlement, l'établissement des critères du privé, la privatisation de tous les services publics sont l'un des axes de la politique des gouvernements successifs. Le processus de privatisation suit un schéma similaire pour chaque entreprise, marqué notamment par la mise en concurrence et la marchandisation de l'activité sous prétexte d'une directive européenne, la remise en cause des statuts de l'entreprise et des personnels. **La force et les suites de la lutte des cheminots en 2014 contre la « réforme ferroviaire » constituent de**

nouveaux points d'appui pour la résistance de tous les salariés des services publics et des usagers.

Les points de convergences avec les usagers et l'ensemble des citoyens sont très importants. L'expérience est faite des premières privatisations, aussi bien en termes de dégradation du service rendu, des conditions de travail et de sécurité, de remise en cause du principe d'égalité, de hausse des tarifs, de menaces de désertification, de suppressions d'emploi qu'économiquement, en termes de reconstitution d'oligopoles privés.

Pour nous communistes, la question des services publics et des entreprises nationales est essentielle parce qu'ils constituent un point de résistance fondamental au marché capitaliste, une première étape dans l'appropriation publique des moyens de production, le socle d'un développement de l'économie basé sur la réponse aux besoins. Nos camarades, à l'image de Marcel Paul, ministre communiste à la Libération, auteur de la nationalisation de l'électricité et du gaz, ont joué un rôle déterminant dans leur conquête.

Notre efficacité dans cette lutte suppose une clarification sans ambiguïté de nos positions :

- refus de l'application en France des directives et règlements européens de mise en concurrence des activités de service public
- revendication de la défense, de la reconquête et de l'extension des monopoles publics, notamment gagnés en 1937 et en 1944.
- conception du service public « à la française » : la notion de service public est indissociablement liée à la propriété publique de l'opérateur.

La bataille pour la sauvegarde et le développement des services publics tout de suite doit aussi être dirigée vers les collectivités locales, régions, communautés d'agglomération, municipalités. Nous revendiquons la (re)municipalisation ou la création de régies (gérant directement l'exécution) par exemple pour assurer un service public de distribution de l'eau ou des transports urbains...

Pour la nationalisation des secteurs clés de l'économie. A côté de nos actions pour la reconquête des grands services publics nationalisés, nous proposons que le congrès reprenne résolument nos campagnes pour la nationalisation des secteurs clés

de l'économie dans l'esprit des nationalisations démocratiques de la Libération. Le Parti n'a jamais prétendu que des nationalisations, sous régime capitaliste, représentaient un début de socialisme ou des îlots de socialisme. Mais la nationalisation représente une importante amélioration du rapport de force, en faveur des salariés et du peuple, pour développer les secteurs clés de l'économie, les défendre face à des projets destructeurs du capital, dans le sens de la réponse aux besoins du pays. Nous nous prononçons pour des nationalisations intégrales, à 100%, y compris par voie de réquisition, excluant l'actionnariat privé. Dans les entreprises publiques, la lutte reste constante contre l'étatisation au service du profit capitaliste réalisé dans le reste de l'économie, contre la « nationalisation des pertes ». La signification historique, démocratique, de la « nationalisation à la française » explique pourquoi le gouvernement de Sarkozy en 2008 s'est bien gardé

de nationaliser les banques mais a eu recours à une autre forme pour son plan d'aide à la finance. En 2012, face au plan de liquidation de plusieurs usines de PSA en France, à l'enterrement de la sidérurgie de Florange, en 2013, face au plan de démantèlement d'Alstom, le Parti aurait pu et dû porter la revendication de la nationalisation dans une campagne nationale de soutien aux luttes.

Parmi les secteurs clés, dont la nationalisation s'impose, nous proposons que le congrès inscrive, entre autres : L'ensemble du secteur bancaire et financier, les industries sidérurgiques, automobiles, aéronautiques, pharmaceutiques..., les industries d'armement, le secteur énergétique, les autoroutes...

Dans ces activités particulièrement, il existe objectivement un rapport de force potentiel national pour des nationalisations démocratiques.

IV - Retrouvons notre engagement total contre l'impérialisme et pour la paix

Le capitalisme mondialisé, c'est la guerre

Au plan international, nous assistons à une effrayante montée des périls. La fin de la « guerre froide » était censée ouvrir une période de détente et de désarmement. Le contraire se produit avec la multiplication des foyers de guerre et des risques d'embrasement régionaux voire mondiaux. Les dépenses d'armement, notamment celles des États-Unis, de la Chine ou de la France s'envolent. Nous analysons tout cela comme le résultat de la nouvelle étape de la mondialisation capitaliste et de l'exacerbation des oppositions inter-impérialistes, notamment avec l'émergence de nouvelles puissances mondiales et régionales. La concurrence pour le contrôle des marchés, des matières premières, y compris l'alimentation, bat son plein.

Notamment depuis le 11 septembre 2001, les stratégies américains appliquent la théorie de la guerre permanente. Outre ses objectifs impérialistes directs, elle vise également à nourrir leur puissant lobby militaro-industriel. Elle rentre dans la logique du développement de grandes peurs collectives, pour écraser la contestation politique et sociale du système capitaliste par un renforcement de l'appareil répressif, par un embrigadement idéologique des peuples.

Les impérialismes européens, dont les intérêts ne concordent pas exactement, s'intègrent globalement, comme alliés dans l'OTAN, dans la politique américaine, participant à ces guerres, prenant à leur charge les expéditions en Libye et en Afrique subsaharienne. Les puissances de l'UE et les États-Unis ont collaboré au coup d'État et au déclenchement de la guerre en Ukraine, facteur grave de déstabilisation du continent européen. Pour autant, leurs intérêts principaux ne semblent pas coïncider entièrement, les États-Unis semblant chercher plutôt à juguler la puissance russe, les États européens et singulièrement l'Allemagne à disposer en Ukraine d'une base arrière de main d'œuvre et de délocalisation au moyen de l'accord d'association avec l'UE. La dénonciation de cette ingérence et de cet accord, le refus du régime de Kiev qui plonge le pays dans la faillite, le chaos et le fascisme, sont des priorités pour notre Parti.

A ce congrès, nous en sommes encore à pousser notre réflexion sur la nature du régime russe. La Russie de Poutine suit incontestablement une politique d'affirmation, y compris agressive, de puissance nationaliste. Pour autant, l'économie russe en pleine décadence, dilapidant ses matières premières et ce qui reste des acquis du socialisme, sans réellement de bourgeoisie avide de marchés et d'expansion, ne rentre pas dans la caractérisation de l'impérialisme. Le régime autoritaire de Poutine, érigé en modèle par une partie de la droite et de l'extrême-droite française ne suscite en rien notre sympathie, pas davantage avec sa pratique de détournement de certains symboles de l'URSS.

La Chine, en voie de surarmement, à l'économie et à la bourgeoisie expansionnistes, à la recherche de marchés, d'investissements et de ressources primaires présente les traits d'une puissance impérialiste. La montée des tensions avec le Japon, les tentatives d'expansion en mer de Chine face au Vietnam et aux Philippines sont préoccupantes pour la paix. Mais là aussi, notre analyse a besoin d'un complément d'information vu l'origine socialiste de ce pays et sa gouvernance par un parti « communiste ».

La Syrie est le théâtre dramatique de l'affrontement par procuration de la plupart des impérialismes mondiaux et régionaux (Turquie, pays du Golfe, Iran, Israël). Les groupes terroristes islamiques dont Daech sont les enfants directs de celles de ces puissances qui les ont armés et financés.

Notre parti doit reprendre son combat pour la paix et contre l'impérialisme

Notre théorie et notre expérience historique issue de l'opposition à la première guerre mondiale nous enseignent que notre Parti doit, dans le cadre de la solidarité internationaliste, pour la paix, contre l'impérialisme, combattre d'abord son impérialisme national.

La direction et les parlementaires du PCF ont rompu avec les positions communistes de toujours en rentrant dans l'union « sacrée » derrière Hollande aux lendemains des attentats du 13 novembre, puis en votant la prolongation de l'état d'urgence et l'intensification des frappes en Syrie. Ils sont rentrés en contradiction avec des slogans aussi

justes que « ne pas ajouter la guerre à la guerre » ou « leurs guerres, nos morts ».

Le congrès doit réviser cette position belliciste.

Elle suit l'approbation, déjà, de l'opération militaire au Mali et surtout l'alignement derrière les positions chauvines, liées au lobby militaro-industriel français de Mélenchon (ami de Dassault), qui s'est prononcé pour une intervention militaire européenne en Libye.

Les positions internationales du Parti ne peuvent plus se cantonner à des appels rituels à des tables rondes sous l'égide de l'ONU. L'ONU est certes la seule organisation disposant d'une légitimité et d'une légalité internationales mais ses résolutions sont limitées par les marchandages entre grandes puissances.

Depuis la présidence de Sarkozy et encore plus depuis celle de Hollande, la diplomatie française connaît un infléchissement inquiétant qui pose question. Au refus sous Chirac de l'intervention US/OTAN en Irak a succédé l'intervention en Libye, la surenchère incendiaire en Syrie (Fabius allant jusqu'à saluer les mérites des terroristes d'Al Nosra). Le gouvernement a également apporté un soutien inacceptable à la politique guerrière, criminelle d'Israël (Gaza 2014), État colonialiste, fauteur de guerre, pointe avancée de l'impérialisme occidental.

Nous devons poser la question des intérêts économiques qui ont amené à ce changement dans la politique de l'impérialisme français, notamment avec en lien avec les dictatures du Golfe.

Le 37^{ème} congrès doit affirmer ou réaffirmer :

- **L'exigence de l'arrêt immédiat des opérations militaires françaises à l'étranger**, de la fermeture des bases militaires à l'étranger, du rapatriement de tous les soldats français.

- **L'exigence de la sortie de la France de l'OTAN** et de toute forme d'Europe de la défense.

- **Notre condamnation de la politique de l'État d'Israël, de guerre, d'oppression et de colonisation**, de son soutien par les autorités françaises. **Notre solidarité avec le peuple palestinien** et les pacifistes israéliens qui s'ebattent pour une paix juste et durable.

- L'exigence de la **suspension des livraisons d'armes et des accords économiques avec les dictatures obscurantistes du Golfe**, à commencer par le Qatar et l'Arabie Saoudite.

- **La nécessaire fin de la politique de complaisance avec le régime turc** à tendance dictatoriale, à sa politique de répression des libertés, à ses guerres contre les populations kurdes de Turquie et de Syrie, à son soutien au terrorisme.

- **Notre condamnation totale de l'accord UE/Turquie sur les « migrants »**, concocté notamment par les premiers ministres Tsipras et Davutoglu, du marchandage d'êtres humains qu'il organise,

- **L'exigence d'un accueil décent pour les réfugiés, l'expression de notre solidarité de classe avec eux**, la condamnation des causes qui les poussent à partir - guerres et dictatures - du cynisme des capitalismes européens, notamment allemand à la recherche d'une main d'œuvre d'appoint.

Par ailleurs, le congrès doit être l'occasion

- de **réaffirmer notre soutien à Cuba socialiste**, dans la phase nouvelle, de détente, dans son affrontement avec l'impérialisme américain, l'exigence de la levée immédiate et complète du blocus US et du rétablissement de la souveraineté cubaine sur Guantanamo.

- De **manifester notre soutien au peuple vénézuélien** et notre condamnation de la tentative impérialiste de renversement de son expérience émancipatrice.

Le congrès peut et doit enfin être le moment de clarifier la position du PCF sur l'arme atomique française, d'exiger son démantèlement unilatéral, d'enterrer définitivement les fables de la dissuasion et de l'indépendance de l'impérialisme français, d'exiger une baisse des dépenses militaires, la (re)nationalisation et la relocalisation des usines d'armement.

Nos campagnes historiques sont plus que jamais d'actualité : « l'argent pour l'école, pour l'hôpital, pour le développement et la coopération, pas pour la guerre ! ».

V - Évaluer la crise de la démocratie bourgeoise

Sur les ruines de la social-démocratie, rebâtir un parti marxiste et léniniste

Dans tous les pays, la démocratie bourgeoise « à l'occidentale » est en crise grave. Des États comme l'Espagne ou la Belgique restent des mois sans gouvernement issu des élections. L'adhésion au système s'effondre avec une augmentation générale de l'abstention. Des formations politiques nationalistes, même ouvertement d'extrême-droite, progressent. En Europe de l'Est, où la démocratie bourgeoise ne s'est jamais vraiment imposée, l'abstention est régulièrement majoritaire et des gouvernements ultraréactionnaires sont aux commandes dans plusieurs pays. Dans le même temps, les libertés démocratiques fondamentales sont dangereusement remises en cause.

En France notamment, le système politique de l'alternance arrive à bout avec ses deux équipes qui se succèdent pour appliquer la même politique au service du patronat et du capital. La différence entre la droite et la « gauche », par rapport à ce que continuent de représenter ces notions dans le pays, tient désormais dans la répartition des rôles dans la même pièce qui se joue. Par exemple contre la Sécurité sociale, la droite attaque davantage les prestations, dont la plus symbolique, la retraite à 60 ans. La gauche en sape son financement. On a presque atteint le modèle américain avec quasiment aucune différenciation entre démocrates et républicains. Mais même ce modèle est en crise aux États-Unis comme on le voit dans la préparation de la présidentielle de fin 2016.

Une théorie est développée par des intellectuels de gauche et reprise par la direction du PCF selon laquelle cette crise serait issue d'un double échec, celui du socialisme « réel » et du mouvement communiste d'un côté, celui de la social-démocratie réformiste de l'autre. Il faudrait maintenant reconstruire la gauche. Nous réfutons entièrement ce raisonnement et sa conclusion. **Pour nous, c'est le parti révolutionnaire marxiste et léniniste, le parti communiste qu'il faut reconstruire.**

Avec la victoire de la contre-révolution à l'Est (y compris pour des raisons internes) et l'affaiblissement du mouvement politique révolutionnaire, la social-démocratie, le PS en France, a perdu la raison d'être qui était devenue la sienne depuis 1917 et 1920 : contenir le mouvement populaire, la lutte des classes,

dans la loyauté au capital. **Le PS était là pour incarner et limiter les conquêtes sociales, les réformes réelles qu'en réalité la lutte des classes conduites par les organisations révolutionnaires avait permis de gagner.** Mais voilà, maintenant, il n'y a plus de « grain à moudre ». Au contraire même, le PS et la « gauche » sont mieux placés que la droite, de par cette histoire, pour détruire les acquis sociaux. **Alors, sauver la « gauche », tirer le PS à « gauche », sauver le PS ? Non, merci !**

Dire cela ne signifie absolument pas que nous ne faisons pas toujours une différence, notamment en ce qui concerne la défense des libertés, entre ce que représente la gauche et ce que représente la droite, également entre ce que représentent la gauche et la droite d'un côté et ce que le danger que représente l'extrême-droite de l'autre (même si ce sont les politiciens de droite et de gauche qui font le lit de cette dernière).

Le capitalisme n'a plus besoin de la démocratie

Le capital se trouve devant une contradiction. Les formes de la démocratie bourgeoise qu'il a dû concéder dans un rapport de forces données, notamment en Europe occidentale, pour garantir sa domination **constituent aujourd'hui, dans un rapport de forces bien plus défavorable pour le monde du travail, une entrave politique, un ralentisseur, à son besoin intrinsèque de maximisation des profits.** Le capitalisme français en particulier est handicapé, face à la concurrence mondialisée, malgré l'aide de l'UE, par ses difficultés politiques nationales à liquider les acquis sociaux et démocratiques de notre peuple.

Communistes, nous ne sommes pas du tout des partisans de la démocratie bourgeoise dont nous avons analysé théoriquement la raison d'être. Aujourd'hui, sa remise en cause se situe sur le front de la lutte des classes en France. Le capitalisme n'a pas la force de placer tout de suite notre pays sous dictature. L'état d'urgence, la répression des mouvements sociaux, la multiplication sous tous les prétextes des milices privées et des systèmes de surveillance y tendent cependant dangereusement.

Le capitalisme en est au stade, dans les pays occidentaux, de vider de leur sens les acquis démocratiques.

Nous devons lutter contre l'exclusion des masses de la vie politique. L'abstention (la non-inscription même sur les listes électorales) peut être un acte politique ponctuel justifié. Mais son inscription dans la durée, jusqu'à l'indifférence, est dangereuse. **La meilleure façon pour nous de s'opposer à cette tendance est de redonner son sens au vote communiste.**

Il nous faut évaluer également les effets de l'éclatement du débat public et de l'information avec les nouvelles technologies de la communication. Les référents communs, comme le JT ou la presse quotidienne, s'effacent. Avec internet, la hiérarchisation de l'information est remise en cause ouvrant à de nouvelles récupérations politiques, parfois extrémistes voire sectaires (théorie du complot).

L'idéologie dominante sait aussi multiplier les débats de diversion, notamment lorsqu'ils renvoient les uns et les autres vers des identités ou des catégories présumées. **Nos congrès précédents ont consacré beaucoup de temps aux questions « sociétales » notamment. La plupart méritent une position politique du Parti mais sans que jamais elle ne soit coupée des enjeux de classe profonds et des questions économiques et sociales.**

Pour les capitalistes, plutôt le FN que le PCF

C'est le cas pour la plus grave des positions de diversion qu'encourage l'idéologie dominante : la division entre les travailleurs par la xénophobie et toutes les formes de racisme. Le recours par le système à l'extrême-droite remonte à 30 ans en France (alors directement par le PS) mais il est passé depuis 2012 à un nouveau stade. La montée de l'extrême-droite ne se limite pas qu'au FN en France. A défaut pour l'instant - nous devons vérifier et réviser sans cesse la validité de ce constat - d'un parti fasciste de masse, des mouvements ultraréactionnaires, ou étroitement catégoriels (néo-poujadistes) ont envahi les rues ces dernières années et des groupuscules ouvertement néofascistes se manifestent plus bruyamment. Le mouvement est général dans les pays occidentaux mais prend des formes différentes suivant la force des traditions antifascistes et les besoins du capitalisme national (nous devons notamment étudier attentivement la poussée électorale récente du parti AfD et la signification des manifestations de rue anti-immigrés, anti-musulmans du mouvement « Pegida » en Allemagne).

En France, **le FN, dans toutes ses composantes, continue plus que jamais à dévoyer et détourner les colères populaires vers la haine.** Mais le nouvel appareil dirigeant de ce parti a fortement augmenté la démagogie sociale dans son discours et l'a associée de façon nouvelle à un positionnement économique étatiste et technocratique. **Le système a décidé de pousser des franges beaucoup plus larges de la population, et notamment de la classe ouvrière, vers le FN et son organisation.** La promotion éhontée du FN, érigé en opposant principal à la politique gouvernementale, par Valls notamment dans la dernière campagne électorale des régionales dépasse le calcul politicien à court terme. Nous devons mesurer attentivement la portée de deux prises de position récentes : l'appel solennel du président du Medef, Gattaz, à faire front contre le FN avant les élections régionales, la déclaration très calculée de Hollande comparant le discours du FN « à des tracts du PCF des années 70 ». Cette déclaration insultante pour nos camarades a suscité notre indignation générale. Il nous faut analyser en même à quel point le pouvoir essaie de valider et crédibiliser la démagogie sociale du FN en l'associant à notre histoire.

Mener le combat anticapitaliste est la meilleure arme contre les fascismes

L'axe de notre riposte au FN est la dénonciation de sa nature de classe au service du patronat et du capital par, en priorité, notre expression et notre action dans les entreprises, les quartiers et les campagnes, dans les luttes. Pour autant, cette position passe par le refus, largement exprimé par d'autres, de la banalisation du FN. **Nous défendons sans relâche l'histoire et l'actualité de l'antifascisme. Nous ne tolérons aucun racisme, y compris dans nos rangs, en suivant le slogan toujours juste : « un raciste est quelqu'un qui se trompe de colère ».** Ce refus de la banalisation du FN ne se confond en rien avec une « union sacrée », sur n'importe quelle base contre lui. Il n'est pas question pour nous de combattre le FN main dans la main avec le Medef ! Certaines positions « unitaires » récentes, notamment intersyndicales, opposant par exemple les soi-disant idéaux de « paix et de coopération » qui auraient présidé à la « construction de l'Europe » relèvent du parfait contresens ou de la tromperie dangereuse. **L'opposition au FN ne saurait servir de prétexte à valider l'UE du capital qui porte**

intrinsèquement la mise en concurrence des peuples.

Nous avons été confrontés et nous allons être confrontés à la question de notre attitude au second tour des élections. Elle est piègeuse. Ne la laissons pas être structurante, diriger nos positionnements, notamment contre le FN. En rabattre sur nos positions anticapitalistes pour ménager des alliances électorales défensives contre le FN serait un parfait contresens. Au contraire, **plus nous serons forts et clairs dans le combat anticapitaliste, dont la lutte contre le FN fait partie, plus nous serons à même d'échapper au piège électoral.** Le moment venu, à partir de ce positionnement sans concession, nous pourrions faire la part des choses entre, d'un côté, l'impossibilité de cautionner, au nom de la lutte contre le FN, ceux dont la politique fait son lit et, de l'autre, l'enseignement historique qu'il ne faut laisser aucune tête de pont institutionnelle aux fascistes.

Dans le refus de la banalisation du FN, un exemple mérite d'être discuté au congrès. L'entreprise SAPAG, à Ham dans la Somme, produit des valves pour la grande industrie. Elle était menacée de fermeture imminente cet hiver par la multinationale qui l'a reprise (elle est toujours d'ici deux ans). L'intersyndicale a interpellé les élus de tous bords et organisé une réunion publique. A la tribune, se sont retrouvées toutes les étiquettes politiques dont le FN. Lorsque le FN est intervenu, avec un discours étudié en direction des salariés, personne de la tribune, pas même les élus communistes, n'a bronché. Seuls dans la salle, les représentants de la section voisine du PCF de Saint-Quentin ont manifesté ostensiblement leur refus de cette situation, entraînant un débat avec les ouvriers. Cette dernière position doit être tenue systématiquement et l'organisation du Parti doit donner le plus de moyens aux camarades pour la tenir. **Faisons éclater les contradictions entre la démagogie sociale et la nature de classe du FN !** Lorsque les salariés d'Air France ont été sanctionnés, placés en garde à vue, après une lutte pour leur emploi, Philippot et Le Pen se sont rangés dans le camp des patrons. Il est impossible pour eux, sous peine de contrarier leur base bourgeoise, de ne pas dénoncer les grèves ouvrières, les manifestations pour les retraites ou le code du travail.

En bref, **face au FN, soyons le mieux communistes possible !**

**À propos des nouveaux mouvements
« radicaux »**

Devant la crise de sa démocratie bourgeoise, le système encourage aussi l'émergence d'une social-démocratie de « gauche ». Il en a besoin pour contenir l'opposition populaire notamment du « peuple de gauche » attaché aux acquis sociaux et démocratiques. La vie politique reste formatée par les expériences comme l'Union de la gauche. La social-démocratie « de gauche », un certain gauchisme aussi, sont beaucoup moins stigmatisés que le point de vue révolutionnaire communiste, qui plus est en plein effacement depuis des années. **Nous allons à la rencontre des aspirations que nous partageons de ce « peuple de gauche », aussi des couches moyennes en voie de prolétarianisation et de paupérisation. Mais nous devons y aller sur une base de classe, sur des objectifs de lutte.** Nous développons à plusieurs reprises, dans ce texte de congrès, la thèse que **le PCF ne doit pas s'effacer plus encore dans cette illusion, dans une nouvelle illusion, une nouvelle tromperie social-démocrate de « gauche », même teintée « d'indignation ».** L'analyse de la situation politique dans d'autres pays l'étaye.

Aux États-Unis, symétriquement au succès dans les primaires du candidat populiste de droite extrême Trump, on assiste à l'émergence de Bernie Sanders, sénateur indépendant, qui se prétend « socialiste », dans les primaires démocrates avec Hillary Clinton. Sa promotion médiatique est par elle-même le signe, comme celle de Trump, de l'épuisement du système politique américain et d'aspirations réelles à des changements sociaux, même si Sanders recueille principalement un soutien dans la petite bourgeoisie intellectuelle. Mais il n'y a aucune illusion à se faire sur Sanders. Ce « socialiste » exclut l'appropriation publique des moyens de production privés. Ses références sont Roosevelt ou Truman. Son directeur de campagne est celui qui a organisé la campagne d'Al Gore en 2000. Sur les questions très contestées des interventions américaines à l'extérieur, il les a quasiment toutes approuvées. **Il est clair que la candidature Sanders est le moyen de canaliser l'aspiration au changement pour renforcer la candidature d'Hillary Clinton, représentante directe de l'impérialisme US.**

Au Royaume-Uni, Jeremy Corbyn est certainement le dirigeant du Parti travailliste le plus à gauche depuis 30 ans. Son élection est également un signe de crise de ce parti et du bipartisme britannique traditionnel. Pour autant, Corbyn est député depuis 28 ans et est un cadre du Parti social-démocrate le plus inséré

historiquement et institutionnellement dans la collaboration de classe. Il peine à rassembler le Labour sur ses positions courageuses contre les bombardements en Syrie ou pour le désarmement nucléaire. Il recule sur ses positions hostiles à l'UE et appelle maintenant à voter pour le maintien du Royaume-Uni dans l'UE au référendum de juin. Comme si le rôle que le système lui aurait dévolu était d'empêcher l'émergence d'une position de gauche de rupture avec l'UE.

En Espagne, le parti Podemos a canalisé, avec pour l'instant des succès électoraux, la contestation qui s'est exprimée notamment dans le mouvement diffus des « Indignés » ou dans la volonté de renouvellement politique manifestée, entre autres, par le changement d'équipes municipales dans les villes principales. Mais la nature opportuniste et politicienne de Podemos se révèle vite malgré la mise en scène d'une « nouvelle façon de faire de la politique » par son leader Pablo Iglesias. Non conformisme, « happening », « cyberdémocratie » d'un côté, mais négociations politiques très traditionnelles, recrutement – hautement symbolique – sur les listes électorales de l'ex général en chef de l'armée espagnole et de l'OTAN de l'autre. En fait de modernité, Iglesias s'applique, en populiste, à mettre en avant sa personne, à rejeter la forme parti, à dénigrer le Parti communiste espagnol.

Le Grèce de Syriza et de Tsipras fournit l'exemple le plus abouti du rôle de ces nouvelles formes politiques « radicales » et réformistes dans le système. C'est le seul pays où l'une d'elle est arrivée au pouvoir. Le cas grec est devenu, encore plus en 2015, un sujet politique international. Cette expérience attire d'autant plus notre attention que Tsipras, dirigeant du PGE, a été et est toujours érigé en modèle par Pierre Laurent, ces dernières semaines encore, malgré l'accord UE/Turquie odieux contre les « migrants » qu'a préparé et défend Tsipras.

La Grèce présente plusieurs particularités. Le retard de développement de son économie dans la zone euro, le niveau de corruption de son appareil politique traditionnel, notamment du Parti socialiste Pasok, ont fait subir à son peuple, encore plus gravement qu'ailleurs, la dernière crise « financière » du capitalisme après 2008. Sa position géostratégique en fait un élément indispensable à l'OTAN. Les luttes sociales ont été fortes en nombre et notamment orientées par le Parti communiste grec (KKE) et le syndicat PAME suivant une ligne anticapitaliste

conséquence. Les puissances capitalistes européennes et américaines avaient donc encore plus de raisons d'empêcher une rupture de ce pays avec l'euro et l'UE et le précédent qu'elle aurait représenté.

Depuis le départ, nous disposons de faits et d'analyses précis, notamment apportées par le KKE, sur la nature opportuniste et la ligne réformiste de collaboration de Syriza, malgré l'image de « radicalité » diffusée par l'idéologie dominante. Ensemble hétéroclite de petits groupes politiques, Syriza est devenue l'usine de recyclage de la social-démocratie. Le système avait besoin d'une nouvelle force d'opposition tant les partis d'alternance traditionnels, le PASOK totalement discrédité et la droite, se confondaient aux yeux du peuple. Vers 2010, le système pouvait craindre que la colère et les luttes populaires contre le gouvernement Pasok et la droite, tous deux pro-UE, débouchent sur une rupture avec l'UE. En quelques années d'attention particulière de la « Troïka » (UE, BCE, FMI), Syriza a pu monter en puissance à la fois comme force nouvelle prétendument d'opposition « radicale » mais fidèle à l'UE et l'euro. Sa réalité a éclaté dès sa victoire électorale de janvier 2015. Tsipras noue aussitôt une coalition avec un parti libéral et raciste de droite extrême (ANEL), donne des gages à l'Eglise, l'armée et aux armateurs. Il renforce ensuite l'intégration dans l'OTAN et s'allie de façon inédite avec Israël. Les mois de laborieuse négociation, début 2015, avec l'UE, la BCE et le FMI se confirment être rétrospectivement un travail politique de pédagogie de la résignation. Il débouche en juillet sur l'acceptation du pire plan antisocial infligé à un peuple d'Europe capitaliste depuis 1945. La porte est ouverte à un retour direct de la droite au pouvoir et à une poussée fasciste, encore davantage avec la gestion désastreuse de la question des « migrants ». L'utilité politique de l'exemple grec et de Syriza pour le capital vaut, comme école de la résignation, pour toute l'Europe.

Nous soumettons ces faits et analyses, désormais peu contestables, au 37^{ème} congrès et proposons que le congrès acte une rupture avec Syriza et un rétablissement des relations officielles entre le PCF et le KKE et invite notamment ce dernier à la Fête de l'Humanité 2016.

Moins flambante que la tromperie du réformisme « radical », la seule voie pour des communistes conséquents, c'est la reconstruction d'un parti de classe sur des analyses rigoureusement anticapitalistes.

VI - Reconstruire le parti de classe, redevenir le parti de la classe ouvrière

99% de la population mondiale possède autant que l'autre 1%. Le chiffre affiché par l'ONG multinationale Oxfam fait florès. Il traduit symboliquement, moralement, au-delà de la méthode de calcul, la dynamique profondément inégalitaire du capitalisme. Ce n'est pas non plus une découverte.

Que 99%, peut-être même 100%, certains à leur insu, des femmes et des hommes vivraient mieux sous un autre système que le capitalisme, c'est probable. Le slogan « l'humain d'abord » traduisait cette indifférenciation. Même Serge Dassault est humain après tout.

Mais que 99% aient également intérêt et soient également en situation d'agir pour combattre et renverser le capitalisme, c'est évident que non. Penser le contraire, c'est penser un parti petit-bourgeois sous l'emprise de l'idéologie dominante.

Quand le Front de gauche réalise des résultats électoraux supérieurs dans des arrondissements bourgeois de Paris que dans des villes à tradition ouvrière de banlieue ou de province, cela pose question. Comme beaucoup de communistes, nous sommes sidérés devant les explications de dirigeants qui estiment que le message « exigeant » du Front de gauche est mieux compris par les couches plus éduquées et plus « politisées ».

Quelle amnésie (volontaire?) concernant notre propre histoire !

Une force historique de notre parti est d'avoir été le Parti de la classe ouvrière, d'avoir été l'outil d'une intervention politique directe et de haut niveau de centaines de milliers de ses représentants, ouvriers, employés, paysans, femmes au foyer.

Cette originalité unique dans notre pays est pratiquement effacée. L'évolution des conditions d'exploitation, des formes de travail, de la vie sociale y sont pour quelque chose. **Le travail de destruction de la direction du PCF depuis la « mutation » de 1993 en est grandement responsable** avec la suppression formelle - après avoir cessé d'alimenter leur activité - des cellules, de l'activité à l'entreprise, aussi de la plupart des CDH et de la remise de carte annuelle etc.

Nous nous sommes sans doute trop interrogés, à partir des années 70, sur les contours de la classe ouvrière alors que le capital faisait évaluer rapidement les conditions du travail proprement ouvrier en France. Avec le renforcement de l'institutionnalisation du Parti et son premier affaiblissement cela constitue un ensemble, une histoire que nous devons étudier.

Mais **pour nous aujourd'hui**, sans nier le besoin d'une actualisation théorique, il est clair que **la classe ouvrière, suivant la mise en évidence de son rôle historique par Marx, se définit, parmi ceux qui n'ont que le travail pour vivre**, par un niveau d'exploitation, un niveau objectif d'intérêt à renverser le capitalisme, par une position dans la création de plus-value, par des formes de travail plus propres au développement de la conscience de classe.

Reconstruire à la base, au plus près des problèmes et des luttes

A ce 37^{ème} congrès, nous voulons faire connaître et partager des expériences de sections du PCF, un peu partout en France, qui s'efforcent de faire vivre, revivre ce parti de classe, de reconstituer des cellules, c'est-à-dire de reconstruire le PCF, conformément à ce qu'il continue à représenter dans le pays, dans son histoire, dans son inconscient collectifs, tel que de plus en plus de travailleurs, de syndicalistes, de jeunes l'attendent et le recherchent.

La question de forme, de structure est indissociable de la question de fond, des positions politiques. On comprend aisément que l'on ne conçoit pas le même parti dans une réunion le soir sur la répartition des places aux régionales entre composantes du Front de gauche et une discussion le midi, brève et furtive bien que patiemment organisée, au self sur la situation de son entreprise.

Reconstituer le Parti dans les quartiers, ce n'est pas - du moins pas seulement - venir en tant qu' élu ou candidat offrir sa compassion ou mieux son aide, certainement pas non plus utiliser le clientélisme façon PS.

Reconstituer le Parti à l'entreprise, ce n'est pas jumeler, suivant une courroie de transmission qui n'a pas lieu d'être, directions réformistes du parti et du

syndicat. Les travailleurs en lutte ont raison d'utiliser toutes les tribunes. Mais l'instrumentalisation des luttes dans les meetings électoraux « pour faire bien », ou de certains militants recrutés sur les listes relève de la démagogie et du mépris. Le recul du point de vue communiste pèse lourdement sur l'orientation des syndicats de tradition révolutionnaire. Les bons militants communistes marchent sur deux pieds le syndical et le politique, c'est bien connu. **Le renforcement et la diffusion d'analyses de classe communistes sont une priorité, y compris dans notre conception du mouvement syndical, de son rôle spécifique et de son indépendance.**

Ce que les communistes peuvent et doivent développer, aussi pour se renforcer pour faire adhérer sur des bases de classe, c'est en priorité la traduction politique des préoccupations immédiates, la prise en main collective des problèmes, la construction de luttes, même petites. **Dans les grandes entreprises et les services publics, un début de fonctionnement en réseau entre camarades (et sympathisants) commence à se réinstaurer pour diffuser des analyses de lutte.** Les nouveaux moyens de communication permettent d'échanger plus facilement des tracts, des journaux de cellule ou de quartier, des modèles d'affiches. Nous voulons donner une nouvelle impulsion à ces échanges à l'occasion du congrès.

Il est significatif qu'il faille remettre aujourd'hui dans un texte de congrès national le contenu de ce qui était historiquement des formations élémentaires et fédérales du Parti. **La formation des communistes est capitale. La demande est forte des jeunes adhérents et d'autres.** La liquidation de nos outils, exceptionnels, de formation dans les années 90 a été scandaleuse. Des expériences nouvelles de formation se développent. **Il faut les valoriser, en particulier celles qui font le lien entre nos fondamentaux théoriques et les luttes présentes.** C'est une préoccupation majeure pour l'avenir du Parti.

Exiger des dirigeants de notre parti et de nos élus qu'ils mènent la lutte des classes à leur niveau

Ce travail de reconstruction du PCF peut-il se faire dans l'indifférence devant la gouvernance de l'appareil par la direction et ses dérives réformistes et politiciennes ? Bien sûr que non !

C'est pour cela notamment que nous intervenons à ce congrès pour sortir le parti du scénario mortifère des

primaires. A trois reprises en dix-huit mois, notamment grâce aux interventions des initiateurs de ce texte, les communistes ont évité le pire.

En juin 2014, alors qu'André Chassaigne avait approuvé les amendements à la « réforme » ferroviaire et s'était abstenu sur l'article le plus grave de la loi, une pétition rapide a garanti un vote contre de la part des députés communistes. Sinon, le PCF risquait d'être totalement discrédité dans cette entreprise capitale dans la lutte des classes en France.

En juillet 2015, P. Laurent et A. Chassaigne annonçaient leur intention de voter au parlement pour le plan antisocial imposé par l'UE et Tsipras au peuple grec. En partie grâce à une pétition en deux jours, leur vote s'est heureusement inversé. Comment lutter contre l'austérité en France quand on l'approuve en Grèce ?

En novembre 2015, la forte réaction des communistes après l'adhésion des mêmes dirigeants à l'union sacrée après les attentats, état d'urgence compris a infléchi le vote de certain sur sa prolongation puis la position contre la déchéance de nationalité.

Faire vivre, renforcer le PCF doit se faire avec, sans ou même contre sa direction, comme l'avait exprimé le grand résistant André Tollet à une conférence de presse en 2000. C'est toujours et plus que jamais notre conviction.

Être le parti d'avant-garde socialiste ne se décrète pas mais c'est un objectif, même exigeant. Lorsqu'une lutte échoue, nous ne disons pas que c'est la faute des travailleurs (combien de fois pourtant l'entendons-nous ?), mais nous nous demandons ce que nous n'avons pas réussi à faire et comment nous pourrions faire mieux pour la suite.

Au 36^{ème} congrès, un mouvement s'est fait entendre pour la préservation du symbole du Parti, celui des travailleurs, la faucille et le marteau. Nous avons dénoncé leur suppression des cartes du Parti, transformées en carte du PGE (alors que les adhérents du PCF ne sont pas membres personnellement du PGE). La direction a été bien en mal d'expliquer aux médias la mise au placard du symbole historique. En 2014, faucille et marteau sont réapparus, même si c'est en minuscule, sur les timbres de cotisants.

Communistes, sachons utiliser cet identifiant fort en grand.

VII - Redonner son nom à notre projet de société : le socialisme

Face à l'offensive massive du capitalisme, la notion de socialisme revient en force un peu partout. Le socialisme est de nouveau synonyme d'alternative au système, même si le mot est souvent vidé de son sens comme dans la campagne présidentielle du sénateur américain Bernie Sanders qui se dit socialiste mais exclut l'appropriation sociale des moyens de production privés...

Très longtemps, le PCF a incarné cette alternative, le seul à la porter d'une façon théorique cohérente, s'appuyant sur le marxisme-léninisme, sur les expériences nées de la Révolution d'octobre et sur l'histoire du mouvement ouvrier français. Après la victoire de la contre-révolution à l'Est, sa direction a décidé d'effacer la perspective socialiste et, avec elle, la perspective même de rupture révolutionnaire, refoulant toute notion d'étape vers le changement de société.

Le socialisme a été abandonné en 1996, avec la « Mutation ». C'est l'époque où Robert Hue, de la même façon que ses successeurs, reprend à son compte toute la propagande antisoviétique de l'idéologie dominante.

Avec le Front de gauche, la direction a dépassé la « visée communiste » pour la remplacer par « l'humain d'abord », qui selon son programme « n'exprime pas seulement une préférence morale mais dit aussi sa stratégie contre la crise » et « vise l'intérêt général... face à la domination des marchés financiers ». Effectivement, cela n'a plus rien à voir, même de loin, avec le socialisme et le marxisme.

Pour notre parti, le PCF, le mot « socialisme » a une signification historique trop forte pour être déformée à l'envie, encore aujourd'hui.

Notre conception du socialisme charpente nos luttes

En 1968, le Manifeste de Champigny reprenait ainsi notre conception du socialisme : « Le socialisme, c'est

tout à la fois la propriété collective des grands moyens de production et d'échange, l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière et ses alliés, la satisfaction progressive des besoins matériels et intellectuels sans cesse croissants des membres de la société, la création des conditions propres à l'épanouissement de chaque personnalité ».

Nous jugeons nécessaire d'examiner à nouveau la perspective révolutionnaire aujourd'hui, comme l'histoire des expériences socialistes du 20^{ème} siècle, suivant cette définition, sans éluder aucunes questionnements des dernières décennies sur le socialisme.

Certains révisionnistes ont porté l'idée qu'il y aurait eu un socialisme non-démocratique et qu'il faudrait imaginer un « socialisme démocratique ». Mais **pouvons-nous concevoir un socialisme qui ne soit pas démocratique à moins d'être imparfait ou usurpé ? Pouvons-nous imaginer une démocratie réelle sans socialisme, c'est-à-dire sans contrôle collectif des moyens de production ?**

D'autres tentent une expression astucieuse, « Le socialisme du 21^{ème} siècle », pour s'épargner l'étude du 20^{ème}. C'est impossible. Parlons plutôt de socialisme au 21^{ème} siècle !

La question du socialisme se pose concrètement dans nos luttes quotidiennes, dans notre conception de la propriété des moyens de production, des nationalisations en régime capitaliste, selon l'état des rapports de classe, dans notre recherche d'étapes et de ruptures immédiates avec la politique du capital.

Face à l'offensive violente du capital contre les droits des travailleurs, le Parti Communiste Français doit faire face, assumer son héritage révolutionnaire, à l'image des partis communistes de Grèce ou du Portugal, et s'engager à nouveau résolument dans la construction du socialisme.

Préparer le centenaire de 1917 et 1920

L'histoire du PCF fait partie de l'histoire du pays et imprègne profondément ses traditions de lutte. Nous en sommes fiers.

Elle est un enjeu de lutte idéologique en elle-même. On se souvient de la tentative de récupération et de « décommunisation » de la mémoire de Guy Môquet et de la résistance communiste par Sarkozy.

Militants, nous entendons souvent des patrons ou des DRH nous dire qu'ils avaient un grand parent communiste. Comme un courant de sociologues spontanés, ils nous expliquent volontiers que le parti a permis l'ascension sociale de certains ouvriers pendant les « trente glorieuses », que ça avait été bien, mais que cela correspondait plus à une situation individuelle, dans un cadre historique révolu, qu'à un engagement révolutionnaire... Quel révisionnisme !

Cette année, on fête le 80^{ème} anniversaire du Front Populaire. Certains prétendent placer sous ces auspices leurs initiatives de recomposition politique « à gauche » ou « à la gauche de la gauche », dont notamment les primaires. Imagine-t-on Cécile Duflot ou Arnaud Montebourg à la place de Blum ? Qui à la place de Maurice Thorez ? Et que donnerait la photo ?

Ce que l'on met moins en avant à propos du Front populaire, c'est que l'initiative d'une unité antifasciste revient au parti communiste, que **le Parti et son formidable essor sont le moteur des luttes ouvrières à l'origine des grandes conquêtes sociales de 36.** De son côté, Blum affichait sa loyauté aux possédants, abandonnait les Républicains espagnols. La majorité des parlementaires du Front populaire socialistes et radicaux - pas Blum - allaient voter les pleins pouvoirs à Pétain...

Le patronat cible ouvertement les conquêtes de la Libération issues du Programme du Conseil national de la Résistance. Communistes, leur défense, celles des grands monopoles publics nationalisés, sortis des « grandes féodalités économiques », celle de la Sécurité sociale sont une de nos priorités. Mais, sauf le respect que l'on doit aux représentants des autres courants de la Résistance, nous ne pouvons pas laisser dire aujourd'hui que le programme du CNR est issu d'une alliance nationale. Comme nous ne pouvons pas laisser dire que la paternité de la Sécurité sociale reviendrait à De Gaulle et non au Parti communiste, à la CGT et en particulier à Ambroise Croizat ! Non, le programme du CNR est issu

du rapport de classe existant à la Libération, alors que la bourgeoisie, en tant que la classe, s'était discréditée dans la collaboration et était momentanément très affaiblie et le PCF à la tête de la classe ouvrière, seule résistante en tant que classe, était très renforcé.

Il y a deux événements historiques dont personne ne disputera au PCF la commémoration : le centenaire de la Révolution d'Octobre et le centenaire de la fondation de notre parti au Congrès de Tours en 1920.

La direction du Parti depuis la Mutation 1993 a fait acte de repentance pour 1917 par la voix de Robert Hue. En 2008, Marie-George Buffet reniait à peu près tout le contenu du Congrès de Tours et déclarait: « Nous sommes au 21^{ème} siècle, le monde a changé, les modèles se sont écroulés. Aussi, dans cette belle ville de Tours, si nous ne retenions de son célèbre congrès qu'une seule chose : le formidable espoir, cette énorme volonté politique de la part de nos camarades de construire une société meilleure. »

Nous ne partageons pas ces positions de reniement. Nous continuons à penser que la Révolution d'Octobre est féconde. Nous continuons à penser que la création, à l'appel de Lénine, des partis communistes, suivant le nom du Manifeste de Marx et Engels, prolongeant l'expérience inaboutie de la Commune de Paris, la constitution d'un parti de type nouveau, réellement un parti de classe, en rupture avec la collaboration de classe de la social-démocratie, restent d'actualité dans une perspective révolutionnaire.

Libres à des dirigeants actuels du PCF de penser le contraire. Mais nous leur faisons observer que l'identité du PCF se confond définitivement avec son histoire et sa naissance. Garder le nom « PCF », mais renier le principal de ce qu'il représente dans le pays, c'est se condamner à disparaître. C'est ce que nous constatons, durement, non spécialement depuis 1989, mais depuis 1997 et le congrès de Martigues de 2000.

Se renier et disparaître, ce n'est pas notre choix. Assumer, même de façon impitoyablement critique notre histoire, pour la poursuivre, si !

Aussi, nous proposons que le 37^{ème} congrès du PCF lance, à l'occasion du centenaire de la

Révolution d'Octobre, une vaste commémoration, des rencontres nationales, non pas un colloque d'historiens choisis, mais **une mise en débat général dans le Parti et au-delà de l'héritage et de l'actualité de 1917.**

Un politicien socialiste, Jean-Marie Le Guen, a prôné, goguenard, que le PCF ne fêterait pas son 100^{ème} anniversaire. Nous l'assurons du contraire.

Nous pensons que les travailleurs, notre peuple ont besoin du Parti communiste français.

Nous savons que le besoin ne suffit pas à l'existence du PCF.

Le PCF doit donner la priorité au rassemblement dans les luttes et redevenir un parti de classe

Notre texte est un appel à faire vivre, à renforcer, à reconstruire le PCF

Cahiers communistes - vivelepcf.fr

Publié le 08 avril 2016